

Qui sont les Canadians for Language Fairness ?

Le questionnaire « francophobe » envoyé aux candidats aux élections municipales ottaviennes la semaine dernière a provoqué de nombreuses réactions. Les Canadians for Language Fairness (CLF), un groupe opposé au bilinguisme au Canada et qui se trouve derrière ce questionnaire, n'en sont cependant pas à leur première action du genre. *LeDroit* a compilé quelques-unes de ses interventions depuis la fin des années 1990.

Un indépendantiste à l'Hôpital d'Ottawa

Ex-candidat du Parti québécois, David Levine avait la cible d'attaques de la part des CLF (alors connus sous le nom de Association for the Preservation of English in Canada) lorsqu'il a été nommé à la tête de l'Hôpital d'Ottawa. Les manifestants l'avaient notamment traité de « bâtard séparatiste », « de traître du Canada » et de « l'homme le plus détesté à Ottawa ».

Référendum sur la politique linguistique

Avant l'élection municipale de 2000, les CLF réclament la tenue d'un référendum sur la politique linguistique à Ottawa. Un peu comme ils l'ont fait la semaine dernière, ils avaient alors contacté tous les candidats pour leur demander de se prononcer sur la question.

La CCN attaquée

Un membre des CLF, Roy Crawford, avait accusé la Commission de la capitale nationale (CCN) de faire du « racisme passif » en 2004. L'homme critiquait alors la CCN qui obligeait les commerces installés dans des immeubles lui appartenant d'offrir des services bilingues.

Bilinguisme dans la fonction publique ?

Dans une lettre envoyée à de nombreux membres de la fonction publique fédérale, les CLF affirmaient que les fonctionnaires anglophones ne devraient pas avoir à répondre aux exigences linguistiques de leur poste et jugeaient que nombre d'entre eux s'en trouveraient désavantagés vis-à-vis les francophones. En 2012, ils ont aussi dénoncé la politique provinciale sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick.

Contestation judiciaire

La Ville d'Ottawa a dû se défendre devant les tribunaux lors de l'adoption de sa politique linguistique au début des années 2000, lorsque Bob Chiarelli était maire. Les CLF contestaient ce règlement. Au final, la cour a donné raison à la municipalité et a condamné les CLF à verser 50 000 \$ en dédommagement à la Ville.

L'épisode de l'Hôpital de Cornwall

Lorsque l'Hôpital communautaire de Cornwall a adopté une politique pour favoriser l'embauche de personnes bilingues, les CLF ont manifesté à de multiples reprises devant le centre hospitalier. À la même époque, également dans l'Est ontarien, les CLF appuyaient activement Howard Galganov dans sa lutte contre l'affichage bilingue dans le comté de Russell.

« Fanatisme francophone »

Une lettre envoyée au maire d'Ottawa, Jim Watson, par les CLF en mars dernier est sévère envers les partisans de la désignation officielle du bilinguisme à Ottawa. On y dénonce un « fanatisme francophone » et soutient qu'Ottawa « deviendrait un appendice du Québec » qui a démontré qu'elle est « la province la plus corrompue au Canada ».